

**ANNEXE**  
**SUR LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT DE L'ETAT EN 2022**  
**ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2022**

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 2019-2020 .....</b>	<b>4</b>
<b>A. LES REALISATIONS EN 2019 .....</b>	<b>4</b>
1- L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2019 .....	4
1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements et des tirages .....	4
1.2- Les indicateurs d'endettement .....	6
2- L'évolution du portefeuille de la dette publique 2018-2019 .....	7
2.1- L'encours de la dette extérieure .....	7
2.2- L'encours de la dette intérieure .....	7
<b>B. LES ESTIMATIONS A FIN 2020 .....</b>	<b>8</b>
2- L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité .....	8
1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2020 .....	8
1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement .....	9
2- Les indicateurs de risque .....	10
<b>II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2021-2023 .....</b>	<b>12</b>
<b>A. LA JUSTIFICATION ET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS .....</b>	<b>12</b>
1- Les objectifs de la stratégie d'endettement .....	12
2- Les besoins de financement .....	12
3- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ) .....	13
<b>B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS .....</b>	<b>14</b>
1- Le plafond des nouveaux emprunts .....	14
2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs .....	16
3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2020-2023 .....	17
<b>III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2035 .....</b>	<b>19</b>
<b>A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE .....</b>	<b>19</b>
1- La solvabilité de la dette publique .....	19
2- La liquidité de la dette publique .....	19
<b>B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE .....</b>	<b>20</b>
1- Les hypothèses de base .....	20
2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique .....	21
3- La liquidité de la dette publique .....	22
<b>C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE .....</b>	<b>22</b>
1- Les hypothèses du choc .....	22
2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique .....	23
3- L'évolution de la liquidité de la dette publique .....	24
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>

# INTRODUCTION

La stratégie d'endettement définit pour l'année en cours les orientations en matière de gestion de la dette publique, eu égard aux objectifs de coût et de risque assignés par le Gouvernement et à la nécessité, pour ce dernier, de pourvoir aux besoins de financement des investissements publics tout en s'assurant qu'il pourra faire face à ses autres obligations de paiement à court, moyen et long terme.

Le document de stratégie d'endettement couvre la totalité de la dette publique extérieure directe et publiquement garantie ayant une maturité originale supérieure à un (1) an, la dette publique intérieure conventionnée ainsi que les émissions locales et régionales d'obligations publiques. En conséquence, il n'intègre pas les instances du Trésor, les Bons du Trésor, les avances de trésorerie et la dette fiscale.

La stratégie d'endettement pour l'année 2021 rompt avec le recours prononcé à l'emprunt observé lors des trois dernières années. En effet, après une forte mobilisation de financements pour assurer la mise en œuvre du Programme de Relance Economique (PRE), le Gouvernement, bien que devant faire face à un service de la dette important et à des besoins de financement significatifs pour relancer l'activité économique après la crise née de la pandémie de la Covid-19, entend modérer le recours à l'emprunt. L'objectif in fine de la présente stratégie est de reconstituer, à moyen terme, des marges d'endettement permettant de rendre à nouveau possible l'usage de la dette dans un cadre contracyclique. De même, la poursuite de la réduction à l'exposition aux risques de marché, principalement les risques de taux de change et de taux d'intérêt, guidera l'orientation des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs sur la période 2021-2023.

Le présent document de stratégie d'endettement s'articule autour des trois (3) points ci-après :

- 1. La situation de la dette publique sur la période 2019-2020 ;**
- 2. La stratégie d'endettement public 2021-2023 ;**
- 3. La viabilité de la dette publique à l'horizon 2035.**

# I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 2020-2021

## A. LES REALISATIONS EN 2020

### 1- L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2020

Le montant des nouveaux emprunts se chiffre à 1085,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 1267,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation satisfaisant de 85,7%. Prévus à 1017,0 milliards de franc CFA, les nouveaux engagements extérieurs s'élèvent à 701,1 milliards de francs CFA en 2020, correspondant ainsi un taux d'exécution de 68,9%. Cette situation s'explique par un niveau moins important des engagements semi-concessionnels. Pour ce qui est du montant des nouvelles conventions intérieures, il s'établit à 384,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 250,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 153,9%.

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se chiffrent à 1307,8 milliards de francs CFA en 2020 contre 1439,4 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 90,9%. Cette performance est consécutive à l'importance des fonds mobilisés sur les marchés financiers international et régional. Les tirages réalisés sur financements extérieurs s'établissent à 923,1 milliards de francs CFA, pour une prévision de 1189,4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,6%. Ce niveau de réalisation est dû à la faible mobilisation des ressources auprès des différentes catégories de créanciers extérieurs, à l'exception du marché financier international. S'agissant des financements intérieurs, ils se chiffrent à 384,8 milliards de francs CFA, contre une prévision de 250,0 milliards de francs CFA en 2020, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 153,9%. Cette performance résulte de la confiance et de l'attrait des investisseurs envers les titres publics gabonais.

En 2020, la part des tirages effectuée sur les financements extérieurs et intérieurs affectés aux prêts-projets représente 6,4% et celle orientée vers l'équilibre budgétaire concentre 93,6% contre respectivement 15,0% et 85,0% prévus dans la loi de finances rectificative 2020. Le montant des décaissements sur prêts-projets s'est établi à 89,0 milliards de francs CFA et a été orienté à la réalisation de dix-neuf (19) projets contre vingt-quatre (24) inscrits dans la loi de finances rectificative 2020. Ces décaissements ont financé les projets relatifs à la réhabilitation du Transgabonais, la construction de salles de classe et de trois (03) centres de formation, au programme de développement des infrastructures, la conception et la réalisation des travaux routiers, l'assainissement de la ville de Libreville et au projet d'appui à l'employabilité des jeunes.

#### 1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements et des tirages

En 2020, les termes moyens des nouveaux emprunts se sont établis à 9,2 ans pour la maturité et 6,1 ans pour le délai de grâce, contre 12,3 ans et 4,0 ans prévus. La durée moyenne se déprécie de 3,1 ans du fait des conditions peu favorables obtenues sur les emprunts extérieurs et intérieurs. Le différé moyen quant à lui, s'apprécie de 2,1 ans compte tenu des conditions convenables obtenues sur les emprunts extérieurs. La maturité et le différé moyens des nouvelles conventions extérieures se sont respectivement situés à 12,2 ans et 8,1 ans contre 14,3 ans et 4,0 ans initialement prévus. L'évolution de ces termes découle essentiellement des conditions obtenues pour le refinancement de l'Eurobond contracté en janvier 2020. Pour ce qui est des nouveaux engagements intérieurs, les termes moyens ressortent respectivement à

3,6 ans et 2,6 ans pour la maturité et le différé contre une prévision de 5,0 ans et 4,0 ans. Cette situation résulte des conditions d'emprunts peu favorables sur le marché financier régional.

Le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts s'est situé à 5,4% par rapport à la prévision de moins de 5,0%. Initialement prévu à moins de 5,0%, les taux d'intérêt moyens des nouveaux emprunts extérieur et intérieur se sont établis respectivement à 5,2% et 5,8%. Cette situation découle d'une part, du niveau élevé du taux d'intérêt obtenu pour le refinancement de l'Eurobond de 2020 et d'autre part, du poids important des instruments de 2,0 ans à 4,0 ans pour ce qui est de la dette intérieure.

**Tableau n° 1: Termes Moyens des Nouveaux Engagements en 2020**

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
<b>Emprunt Extérieur</b>	14,3	4,0	- de 5,0%	12,2	8,1	5,2
Bilatéral	17,0	5,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	19,7	4,9	0,3
Commercial	7,3	2,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	10,0	9,0	6,6
<b>Emprunt Intérieur</b>	5,0	4,0	- de 5,0%	3,6	2,6	5,8
Marché Financier Régional	5,0	4,0	- de 5,0%	3,6	2,6	5,8
<b>Ensemble</b>	12,3	4,0	- de 5,0%	9,2	6,1	5,4

Concernant la couverture des risques, les orientations stratégiques en matière de portefeuille de nouveaux emprunts ont été respectées pour ce qui est des risques de taux d'intérêt et de refinancement. A contrario, ces orientations n'ont pas été respectées pour ce qui est du risque de change.

En effet, les risques de taux d'intérêt et de refinancement du portefeuille des nouveaux engagements sont maîtrisés. Le poids des nouveaux emprunts signés à taux d'intérêt fixe représente 85,1% et celui à taux d'intérêt variable 14,9% des nouvelles conventions. Quant à la maturité et le différé moyens du portefeuille des nouveaux emprunts, ils se sont établis respectivement à 9,2 ans et 6,1 ans. En revanche, le portefeuille est fortement exposé au risque du taux de change compte tenu du poids élevé des nouvelles signatures contractées en Dollars américains, soit 49,7%.

**Tableau n° 2: Termes Moyens des Décaissements sur FINEX et FININ en 2020**

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
<b>Emprunt Extérieur</b>	13,1	6,0	4,7
Bilatéral	5,1	0,7	0,6
Multilatéral	20,5	2,3	1,4
Commercial	10,9	1,4	0,3
Marché Financier International	10,1	8,1	6,6
<b>Emprunt Intérieur</b>	3,3	3,3	5,8

Marché Financier Régional	3,3	3,3	5,8
<b>Ensemble</b>	<b>10,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,0</b>

En 2020 la maturité et le différé moyens se sont situés respectivement à 10,2 ans et 5,2 ans, comparativement à leurs niveaux antérieurs qui étaient de 10,1 ans et 2,1 ans Cette amélioration du différé résulte de l'emprunt obligataire réalisé en début d'année sur le marché financier international.

Le taux d'intérêt moyen des décaissements sur financements extérieurs et intérieurs s'est établi à 5,0%. Ce dernier enregistre une forte hausse de 290 points de base par rapport à son niveau de 2019 qui se situait à 2,1%. Cette augmentation s'explique par plusieurs raisons, entre autres le niveau élevé du taux d'intérêt pour le refinancement partiel de l'Eurobond arrivant à échéance en 2024, le recours accru aux Obligations du Trésor Assimilable de 2 ans dont le niveau des taux d'intérêt est important et l'émission des nouveaux instruments à plus long terme (4 et 7 ans).

D'un montant de 1307,8 milliards de francs CFA, les décaissements sur les emprunts extérieurs et intérieurs ont été effectués en Dollars américain, en Franc CFA et en Euro, pour respectivement 46,8%, 42,7% et 10,5% du montant total des tirages Ainsi. Les tirages effectués en monnaie de change variable représentent près de la moitié des décaissements et exposent le portefeuille de la dette publique au risque de taux de change.

## 1.2- Les indicateurs d'endettement

En 2020, le taux d'endettement public s'est situé à un niveau très important. En effet, il s'est établi à 71,3% dépassant ainsi le seuil communautaire de 70,0% du PIB. Cette progression provient principalement de la pandémie au COVID19 qui a entraîné un ralentissement de l'activité économique ayant pour effet la baisse des ressources propres et un recours accru aux emprunts. En ce qui concerne le ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires, il s'est situé à 71,3% et demeure largement au dessus du seuil national de 25,0%. S'agissant de la charge de la dette, elle représente 16,1% des recettes budgétaires et est supérieure au seuil national de 10,0%.

En définitive, l'ensemble des indicateurs d'endettement se sont considérablement dégradés durant l'année 2020. Cette situation découle de l'effet conjugué de la baisse des recettes budgétaires due à la pandémie du Covid 19 d'une part, et par l'émission d'un Eurobond en janvier de ladite année en vue de refinancer partiellement celui arrivant à échéance en 2024 d'autre part.

**Tableau n° 3 : Indicateurs d'Endettement en 2020 (En pourcentage)**

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	67,9	71,3	3,4
Service/Recettes budgétaires	80,8	71,3	-9,5
Intérêts/Recettes budgétaires	16,6	16,1	-0,5

## 2- L'évolution du portefeuille de la dette publique 2019-2020

En 2020, l'encours de la dette publique se chiffre à 6264,9 milliards de francs CFA et comprend 4052,4 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2212,5 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il progresse de 17,2% par rapport à son niveau de 2019 du fait de l'accroissement plus rapide des engagements intérieurs.

**Tableau n° 4 : Evolution du Stock de la Dette Publique de 2019 à 2020**  
(En milliards de francs CFA, sauf indications contraires)

	2019	2020	Var. 19/20	Var. 19/20 en %
<b>Dette Extérieure</b>	<b>3875,9</b>	<b>4052,4</b>	<b>176,5</b>	<b>4,6</b>
Dette Bilatérale	872,8	841,4	-31,4	-3,6
<i>dont Club de Paris</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette Multilatérale	1399,9	1627,8	227,9	16,3
Dette Commerciale	324,8	269,1	-55,7	-17,2
Marché Financier International	1278,4	1314,1	35,7	2,8
<b>Dette Intérieure</b>	<b>1470,9</b>	<b>2212,5</b>	<b>741,6</b>	<b>50,4</b>
dont marché Financier Régional	552,1	780,8	228,7	29,4
<b>Total Dette Publique</b>	<b>5346,8</b>	<b>6264,8</b>	<b>918,1</b>	<b>17,2</b>

### 2.1- L'encours de la dette extérieure

L'encours de la dette publique extérieure se situe à 4052,4 milliards de francs CFA contre 3875,9 milliards de francs CFA en 2019. Il enregistre ainsi une hausse de 4,6% du fait de l'accroissement des engagements multilatéraux et ceux envers le marché financier international. Par ailleurs, les dettes bilatérales, multilatérales, commerciales et celles envers le marché financier international représentent respectivement 20,6%, 40,2%, 6,6% et 32,4% de l'encours total extérieur.

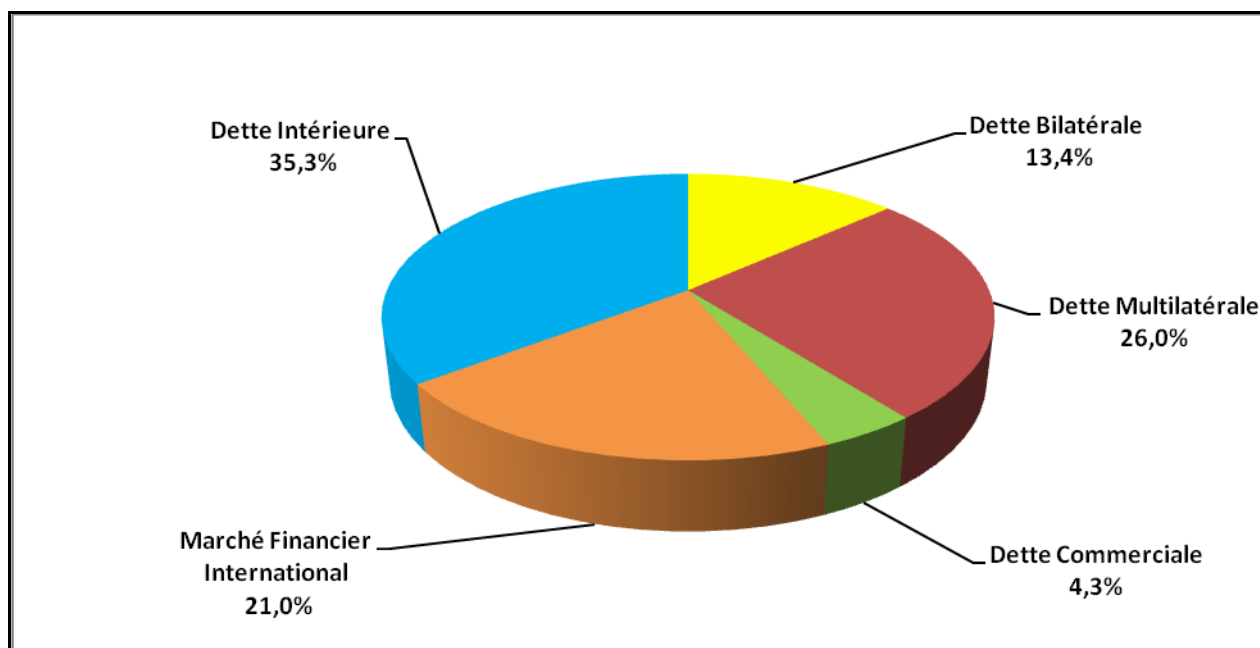
L'encours de la dette multilatérale et celui envers le marché financier international s'établissent respectivement à 1627,8 et 1314,1 milliards de francs CFA. Ils progressent de 16,3% et de 2,8% par rapport à leur niveau de l'année antérieure. Cet accroissement se justifie par l'augmentation des engagements obtenus principalement sur les prêts programmes pour le plan de relance économique initié en 2017 et l'appui à la riposte COVID-19 d'une part, et par l'émission d'un Eurobond en début d'année dont une partie a servi au refinancement partiel de celui arrivant à échéance en 2024 d'autre part. En revanche, l'encours des dettes bilatérales et commerciales baissent respectivement de 3,6% et 17,2% en s'établissant à 841,4 et 269,1 milliards de francs CFA. Cette diminution est consécutive au fait que les règlements effectués ont été plus importants que les tirages réalisés au cours de l'année.

### 2.2- L'encours de la dette intérieure

L'encours de la dette publique intérieure se chiffre à 2212,5 milliards de francs CFA et progresse de 50,4% par rapport à son niveau de 2019 suite à la consolidation de toutes catégories de la dette intérieure. Le stock de la dette intérieure est constitué de 40,6% de dettes bancaires, 35,3% de dettes envers le marché financier régional et 24,6% de dettes moratoires

Le stock de la dette bancaire s'établit à 887,6 milliards de francs CFA en 2020 et augmente de 29,4% comparé à 2019. Cette hausse découle de la reconsolidation des engagements de l'Etat envers BGF BANK et de la prise en compte du stock dû à ECOBANK GABON. La dette moratoire s'élève à 544,1 milliards de francs CFA et connaît une hausse considérable de 133,7% par rapport à l'année antérieure. Cette situation résulte des travaux de validation de la task force sur la dette intérieure. L'encours de la dette envers le marché financier régional s'élève à 780,8 milliards de francs CFA. Comparativement à l'année précédente, il augmente de 41,4% suite à la forte sollicitation du marché financier intérieur.

**Graphique n°1 : Répartition de l'Encours de la Dette Publique par Sources de Financement en 2020 (En Pourcentage)**



**B. LES ESTIMATIONS A FIN 2021**

**2- L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité**

**1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2021**

En 2021, le montant des nouvelles conventions est prévu à 1211,0 milliards de francs CFA dont 700,0 milliards de francs CFA pour les emprunts extérieurs et 511,0 milliards de francs CFA pour les engagements intérieurs.

Au 30 juin 2021, aucune nouvelle signature extérieure n'a été enregistrée. Pour ce qui est des nouveaux emprunts intérieurs, ils se chiffrent à 409,3 milliards de francs CFA pour une prévision de 511,0 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 80,1%. Ces nouveaux engagements ont été contractés sur le marché régional. Compte tenu de ce bon niveau de réalisation en mi-chemin, le plafond des nouveaux emprunts devrait être atteint au deuxième semestre.

Le portefeuille des nouvelles signatures à la fin du premier semestre 2021 se compose des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) et des Obligations du Trésor (OT) dont les



termes moyens se situent respectivement à 4,0 ans pour la durée, 3,0 ans pour le différé et 5,7% pour le taux d'intérêt.

Au 30 juin 2021, les décaissements effectués se chiffrent à 432,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 1272,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2021, ce qui correspond à un taux de réalisation de 34,0% à la fin du premier semestre.

Les décaissements sur FINEX se chiffrent à 22,7 milliards de francs CFA à fin juin 2021 contre 761,2 milliards de francs CFA prévus sur l'année, soit un taux de réalisation de 3,0%.

Les tirages sur prêts projets s'établissent à 22,7 milliards de francs CFA. Ces derniers ont été orientés vers les secteurs de l'Education et Formation Professionnelle à hauteur de 38,3% pour la construction des salles de classe, le renforcement des capacités et l'appui à l'employabilité des jeunes; de l'Eau et de l'Electricité à hauteur de 30,8% en vue de l'alimentation en eau potable et du développement de services de base en milieu rural; de l'Economie et Finances à hauteur de 14,5% pour le développement de la statistique; de la route à hauteur de 12,0% pour la conception et la réalisation des travaux routiers et le reste des secteurs à hauteur de 4,4% pour entre autres l'appui à la riposte au COVID 19, la réhabilitation au Transgabonais, le projet E-Gabon et le développement des infrastructures.

S'agissant des prêts programmes, initialement prévus à 57,9 milliards de francs CFA, aucun décaissement n'a été effectué durant le premier semestre 2021.

En ce qui concerne les tirages sur FININ, ils se chiffrent à 409,3 milliards de francs CFA à fin juin 2021 contre une prévision annuelle de 511,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 80,1%. Ces tirages ont été effectués exclusivement sur le marché financier régional sous la forme d'Obligations du Trésor Assimilable pour un montant de 220,5 milliards de francs CFA et d'Obligations du Trésor pour 188,8 milliards de francs CFA.

Globalement, les décaissements effectués au premier semestre demeurent encore faible en dépit du bon niveau d'exécution des tirages sur FININ.

## **1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement**

L'encours de la dette publique à fin juin 2021 se chiffre à 6539,9 milliards de francs CFA dont 4075,5 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2464,5 milliards de francs CFA de dette intérieure. Cet encours est estimé à 6763,1 milliards de francs CFA à fin décembre 2021 avec 4385,9 milliards de francs CFA pour l'extérieur et 2377,2 milliards de francs CFA pour l'intérieur. Ainsi, il progresserait de 8,0% par rapport à son niveau de l'année antérieure qui était de 6264,9 milliards de francs CFA. Pour ce qui est du taux d'endettement, il enregistre une baisse en se situant à 65,9% contre 71,3% en 2020. Cette légère amélioration s'expliquerait par une anticipation de la croissance économique.

Au terme du premier semestre 2021, le service de la dette publique s'établit à 806,8 milliards de francs CFA et comprend 355,9 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 450,9 milliards de FCFA pour la dette intérieure. A fin décembre 2021, ce service serait de 1243,8 milliards de francs CFA avec respectivement 791,8 milliards de francs CFA et 452,0 milliards de francs CFA du service extérieur et intérieur. Comparativement à l'année

précédente où il se situait à 1251,1 milliards de francs CFA, ce service enregistrerait une légère baisse de 0,6%. En outre, la pression du service se fixerait à 72,3% à fin 2021 contre 71,3% en 2020. Cette légère dégradation serait consécutive au refinancement du montant restant de l'Eurobond arrivant à échéance en 2024.

**Tableau n° 5 : Profil de Coût et de Risque de la Dette Publique à fin 2021**

Ratios de coût et de risque		Extérieure	Intérieure	Total
<b>Encours de la dette en milliards de FCFA</b>		4385,9	2377,2	<b>6763,1</b>
<b>Encours de la dette en % du PIB</b>		42,7	23,1	<b>65,9</b>
<b>Service de la dette en % des recettes budgétaires</b>		38,0	22,2	<b>70,8</b>
<b>Taux d'intérêt Implicite en %</b>		2,7	4,3	<b>3,3</b>
<b>Risque de Refinancement</b>	Maturité moyenne du Portefeuille de la dette totale en année	7,8	3,4	<b>6,3</b>
	Dette arrivant à maturité dans un an en %	4,6	17,1	<b>9,0</b>
<b>Risque de Taux d'intérêt</b>	ATR (Average Time to Refixing) – années	5,3	3,4	<b>4,7</b>
	Dette à refixer dans un an – en %	36,3	17,1	<b>29,5</b>
	Dette à taux fixe en % de la dette totale	66,7	100,0	<b>78,4</b>
<b>Risque de change</b>	Dette en devises en % de la dette totale	-	-	<b>64,9</b>
	Dette à change flottant en % de la dette en devises	-	-	<b>66,5</b>

## 2-Les indicateurs de risque

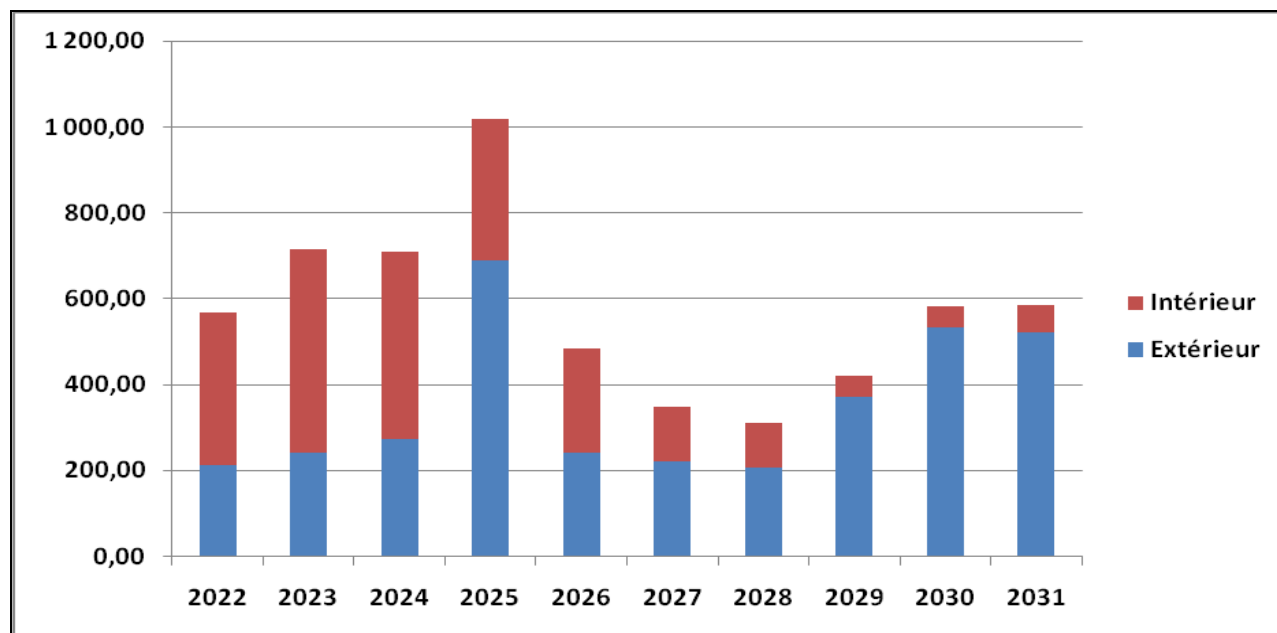
La part en devises en pourcentage de la dette totale serait de 64,9% à fin 2021. Ainsi, le portefeuille de la dette serait significativement exposé au risque du taux de change. Cette exposition serait accentuée par la part importante des monnaies à change flottant dans le portefeuille de la dette extérieure.

En ce qui concerne le poids de la dette à taux fixe en pourcentage de la dette totale, il se fixerait à 78,4%. Cette situation traduirait une moindre exposition au risque du taux d'intérêt en raison de la prédominance des emprunts à taux fixe. Toutefois, la part importante des taux à refixer dans un an, soit 29,5%, pourrait contrebalancer cette faible exposition du portefeuille, ce qui traduirait une vulnérabilité de la dette au changement à court terme des taux d'intérêt.

La durée moyenne de remboursement du portefeuille se situerait à 6,3 ans à fin décembre 2021. Ainsi, le portefeuille de la dette serait légèrement exposé au risque de refinancement. En effet, l'essentiel des remboursements seraient concentrés sur la période 2022-2031. De plus, la vulnérabilité à ce risque serait atténuée du fait du poids relativement faible de la dette arrivant à échéance dans un an, soit 9,0% de la dette totale.

En définitive, le profil de risques du portefeuille de la dette existante serait modéré pour les risques de refinancement et de taux d'intérêt. En revanche, le risque de taux de change demeurerait significatif. Par ailleurs, le taux d'endettement reviendrait progressivement en dessous du seuil communautaire de 70,0%.

**Graphique n° 2 : Profil de Remboursement du Portefeuille de la Dette Publique à fin 2021 (En milliards de Francs CFA)**



## II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2022-2024

### A. LA JUSTIFICATION ET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS

#### 1- Les objectifs de la stratégie d'endettement

La stratégie d'endettement public rectificative en 2021 prévoyait une plus forte mobilisation des financements du fait du contexte économique difficile résultant du ralentissement de l'activité économique dû à la seconde vague de la Covid-19. Cette orientation stratégique est d'autant plus justifiée par l'obligation de l'Etat à honorer ses engagements en matière de paiement régulier du service de la dette.

La stratégie d'endettement public en 2022, maintient un recours à des financements qui seront obtenus aussi bien auprès des partenaires traditionnels que du marché financier. A cet effet, un nouveau programme a été conclu avec le Fonds Monétaire International au titre du Mécanisme Élargi de Crédit ((MEDC) afin de faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et de soutenir la mise en œuvre du plan d'accélération de la transformation (PAT) de l'économie gabonaise.

Aussi, la stratégie 2022-2024 consacre une présence accrue du Gabon sur le marché financier régional. En outre, les nouveaux emprunts extérieurs seront préférentiellement à termes semi-concessionnels, à change et intérêt fixes.

#### 2- Les besoins de financement

Le solde primaire sera excédentaire sur les trois (03) prochaines années en se situant en moyenne autour de 4,8% du PIB. Ces excédents ne seront pas suffisants pour couvrir la totalité du service de la dette dû. Ainsi, la mobilisation de financements additionnels permettra d'assurer le service de la dette et le renforcement de la réalisation des projets.

**Tableau n°6 : Evolution du Besoin de Financement 2022-2024**  
(En % du PIB, Sauf Indications Contraires)

	2022	2023	2024
Recettes budgétaires	20,2	18,6	16,7
Déficit hors dette	-2,2	-5,8	-6,3
Service de la dette	9,0	9,4	8,8
Besoin de financement	6,8	3,6	2,5
PIB en milliards de FCFA	9543,3	10882,1	11209,3

Le montant total des prêts projets en 2022 sera de 130,0 milliards de francs CFA. Ces financements proviendront de la Banque Mondiale (BIRD) pour un montant de 42,5 milliards de Francs CFA, de la Banque Africaine de Développement à hauteur de 38,9 milliards de Francs CFA (BAD), de l'Agence Française de Développement (AFD) pour 30,8 milliards de Francs CFA, de EximBank China pour un montant de 6,7 milliards de Francs CFA, de la Banque Islamique de Développement (BID) pour 5,6 milliards de Francs CFA, auprès de l'UKF/Santander à hauteur de 4,0 milliards de Francs CFA et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour 1,3 milliard de Francs CFA.

S'agissant des prêts programmes, ils s'établiront à 157,5 milliards de francs CFA et seront mobilisés auprès de la BAD à hauteur de 65,6 milliards de Francs CFA, du FMI pour 54,4 milliards de Francs CFA, de l'AFD pour un montant de 30,0 milliards de Francs CFA et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) pour 7,5 milliards de Francs CFA.

Concernant les émissions obligataires, elles seront mobilisées exclusivement sur le marché régional à hauteur de 350,0 milliards de francs CFA.

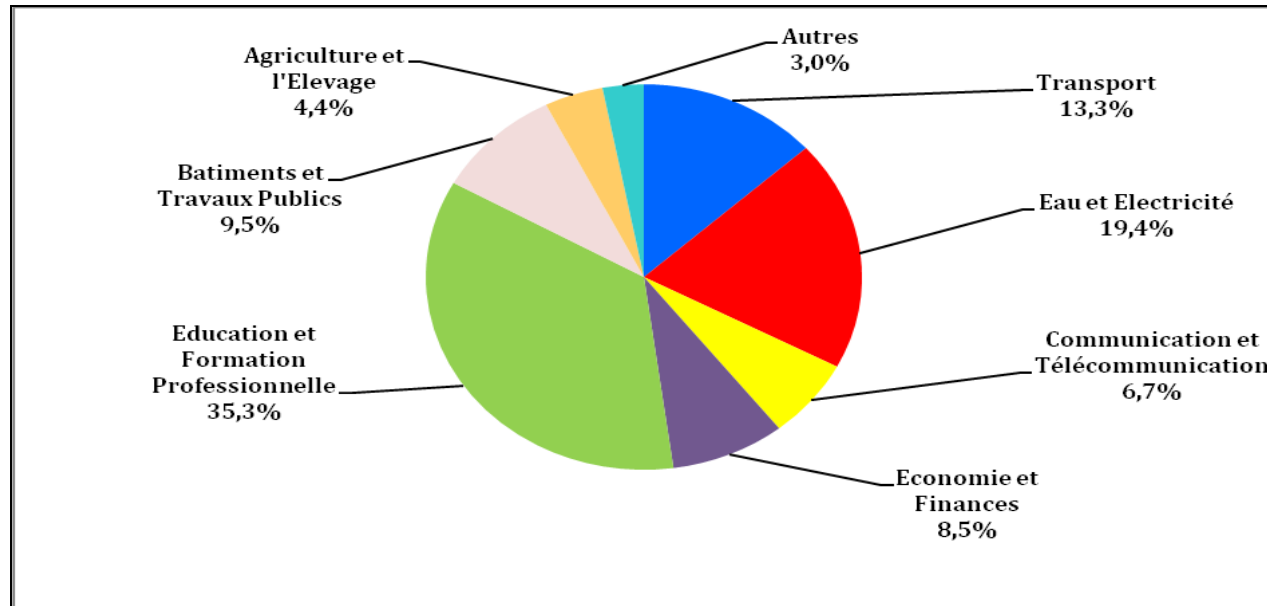
En 2023, les prêts projets seront mobilisés à hauteur de 2,0% du PIB et des émissions obligataires régionales représenteront 1,4% du PIB.

Les financements en 2024 seront constitués de prêts projets pour 0,6% du PIB et d'emprunts obligataires sur régional globalement pour 1,3% du PIB.

### 3- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ)

En 2022, les tirages sur FINEX et FININ, portent sur les projets relatifs au secteur de l'Education et Formation Professionnelle, de la Santé, de la Route, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), de l'Eau et de l'Electricité, des Communications et Télécommunications, des Transports, de l'Agriculture et sur l'équilibre budgétaire.

**Graphique n°3 : Répartition des Tirages sur Prêts Projets en 2021 (En Pourcentage)**



Les Obligations du Trésor seront mobilisées essentiellement sur le marché financier régional en 2022.

Pour ce qui est du secteur Education et Formation Professionnelle, les tirages sur prêts-projets seront au profit du projet d'investissement au secteur éducation, la construction de trois (3) centres de formation professionnelle et l'appui à l'employabilité des jeunes.

Les décaissements en faveur du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) concernent le programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon, la conception et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions de circulation des communes d'Akanda-Libreville et Owendo et l'aménagement des bassins versants Terre Nouvelle.

Les tirages dédiés au bénéfice du secteur de la Communication et Télécommunication sont affectés exclusivement au projet E-Gabon.

Le secteur de l'Eau et l'Electricité quant à lui, bénéficie des tirages relatifs au programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement et le renforcement des capacités des services ruraux.

Les tirages en faveur du secteur du Transport sont affectés aux projets relatifs à la réhabilitation du Transgabonais

Les décaissements restants sont orientés vers les projets des secteurs de la Santé, de la route et de l'Economie et Finances.

## **B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS**

### **1- Le plafond des nouveaux emprunts**

Sur la période 2022-2024, les nouveaux emprunts seront principalement semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe conformément aux orientations stratégiques.

#### **1.1- Le plafond des nouveaux emprunts par sources de dette**

L'ensemble des nouveaux engagements s'élèvera à 950,0 milliards de francs CFA sur la période 2022-2024, soit 300,0 milliards de francs de FCFA d'emprunts extérieurs et 650,0 milliards de francs CFA en ce qui concerne les emprunts intérieurs.

**Tableau n° 7 : Plafond des Nouveaux Emprunts par Sources de Financement 2022-2024 (En Milliards de Francs CFA)**

	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>Total</b>
<b>Plafond des nouveaux emprunts extérieurs</b>	100	100	100	300
<i>Semi concessionnel</i>	100	100	100	300
<i>Eurobond</i>	0	0	0	0
<b>Plafond des nouveaux emprunts intérieurs</b>	350	150	150	650
<b>Total Plafond nouveaux emprunts</b>	<b>450</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>950</b>

En 2022, le plafond des nouveaux prêts sera de 450,0 milliards de francs CFA. Il sera constitué de 100,0 milliards de francs CFA d'emprunts extérieurs et 350,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs, soit respectivement 22,2% et 77,8% du total des nouveaux engagements. Quant aux emprunts extérieurs, ils comprennent essentiellement des prêts semi-

concessionnels. Concernant la dette intérieure, elle sera constituée exclusivement des Obligations du Trésor.

Pour 2023, le plafond des nouvelles signatures s'élèvera à 250,0 milliards de francs CFA dont 100,0 milliards francs CFA pour les emprunts extérieurs et 150,0 milliards de francs CFA pour les emprunts intérieurs, soit 40,0 % et 60,0%. S'agissant des prêts extérieurs, ils seront composés de 100,0 milliards de francs CFA de prêts semi-concessionnels exclusivement.

En 2024, le montant global des nouveaux engagements se chiffreront à 250,0 milliards de francs CFA. Les prêts extérieurs s'élèvent à 150,0 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 40,0% du montant total des nouvelles signatures. Ils seront uniquement constitués d'engagements semi concessionnels. Pour ce qui est nouveaux prêts intérieurs, ils se chiffreront à 150 milliards de francs CFA soit, 60,0% du total des nouvelles signatures.

En définitive, sur la période 2022-2024, le plafond des nouveaux emprunts s'établira en moyenne à 317,0 milliards de francs CFA, dont 100 ,0 milliards de francs CFA d'engagements extérieurs et 217,0 milliards de francs CFA d'engagements intérieurs.

### 1.2- Le plafond des nouveaux emprunts par types de dettes

Entre 2022 et 2024, le niveau annuel des nouveaux emprunts en pourcentage du PIB représente 4,4% en 2022, 2,3% en 2023 et 2,3% en 2024, soit une moyenne de 3,0% sur la période.

**Tableau n° 8 : Plafond des Nouveaux Emprunts par Types de Dettes 2022-2024(En Milliards de Francs CFA)**

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2022	2023	2024
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	48,0	48,0	48,0
Semi-concessionnel	Euro	Variable	27,0	27,0	27,0
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	16,0	16,0	16,0
Semi-concessionnel	Dollar	Variable	9,0	9,0	9,0
Eurobond	Dollar	Fixe	0,0	0,0	0,0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	349,9	150,0	150,0
<b>Plafond nouveaux emprunts</b>			<b>449,9</b>	<b>250,0</b>	<b>250,0</b>
<b>Plafond nouveaux emprunts en % du PIB</b>			<b>4,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>

En 2022, les nouveaux engagements s'établiront à 450,0 milliards de francs CFA. Ils seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro pour 75,0 milliards de francs CFA, soit 48,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt fixe et 27,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt variable. Quant aux prêts semi-concessionnels en Dollar ils se chiffreront à 25,0 milliards de francs CFA dont 16,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA à taux d'intérêt variable. Aussi, il est prévu un décaissement de 350,0 milliards de francs CFA sur le marché financier régional.

En 2023, le montant des nouvelles signatures sera de 250,0 milliards de francs CFA. Les nouveaux engagements seront essentiellement semi-concessionnels, dont 75 ,0 milliards de francs CFA en Euro à raison de 48,0 milliards de francs CFA à taux fixe et de 27,0 milliards de

francs CFA à taux d'intérêt flottant. En ce qui concerne les prêts semi-concessionnels en Dollar, ils s'établiront à 25,0 milliards de francs CFA dont 16,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt variable. Par ailleurs, aucun Eurobond n'est prévu. Les tirages intérieurs quant à eux, s'établiront à 150,0 milliards de francs CFA.

En 2024, le plafond des nouvelles signatures s'élèvera à 250,0 milliards de francs CFA, composé de 48,0 milliards de francs CFA de prêts semi-concessionnels à taux fixe et 27,0 milliards de francs CFA de prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt variable. S'agissant des prêts semi-concessionnels en Dollar, ils s'élèveront à 25,0 milliards de francs CFA dont 16,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards de francs CFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt flottant. Par ailleurs, aucun Eurobond n'est prévu. Les décaissements intérieurs quant à eux, s'établiront à 150,0 milliards de francs CFA.

## 2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs

Entre 2022 et 2024, les tirages prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs se fixeraient en moyenne à 4,1% du PIB, ce qui représente un niveau de décaissements de 6,1% du PIB en 2022, 3,7% du PIB en 2023 et 2,5% du PIB en 2024.

**Tableau n° 9 : Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs 2022-2024**  
(En pourcentage du PIB)

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2022	2023	2024
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	0,5	0,2	0,2
Semi-concessionnel	Euro	Variable	1,6	2,0	0,6
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	0,6	0,0	0,1
Semi-concessionnel	Dollar	Variable	0,1	0,1	0,0
Commercial	Dollar	Variable	0,0	0,0	0,0
Commercial	Euro	Variable	0,1	0,1	0,1
Eurobond	Dollar	Fixe	0,0	0,0	0,0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	3,3	1,4	1,3
<b>Total Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs en % PIB</b>			<b>6,1</b>	<b>3,7</b>	<b>2,5</b>

En 2022, les tirages sur financements extérieurs seront composés de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,5% et 1,6% du PIB. En ce qui concerne les décaissements sur les prêts semi-concessionnels en Dollar à taux d'intérêt fixe et variable, ils se situeront respectivement à 0,6% et 0,1% du PIB. Quant aux décaissements sur les emprunts commerciaux en Euro à taux d'intérêt variable, ils s'établiront à 0,1% du PIB. Ces derniers sont réalisés essentiellement sur les prêts commerciaux existants. S'agissant des emprunts sur financement intérieurs, ils seront mobilisés sur le marché financier régional à hauteur de 3,3% du PIB.

Les décaissements sur financements extérieurs en 2023 seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,2% et 2,0% du PIB. Pour les prêts semi-concessionnels en Dollar, ils se fixeront à 0,1% du PIB pour ceux à



taux d'intérêt variable. Quant aux tirages sur les prêts commerciaux en Dollar à taux d'intérêt variable ils se situeront à 0,1% du PIB. Ces derniers sont effectués sur les prêts commerciaux existants. Les tirages sur les engagements uniquement levés sur le marché financier régional et s'établiront à 1,4% du PIB.

En 2024, les tirages sur financements extérieurs se situeront respectivement à 0,2% et 0,6% du PIB pour les prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable. Pour leur part, les prêts semi-concessionnels en Dollar à taux d'intérêt fixe s'établiront à 0,1% du PIB. Les décaissements sur les prêts commerciaux à taux d'intérêt fixe en Euro seront de 0,1% du PIB. Les tirages intérieurs seront exclusivement mobilisés sur le marché financier régional et se situeront à 1,3% du PIB.

### **3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2021-2029**

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement à moyen terme se caractérise par un maintien global de la viabilité de la dette publique. En effet, le taux d'endettement passe de 65,9% en 2021 à 42,2% en 2029, soit une baisse moyenne annuelle de 5,4 points. Le ratio du service de la dette rapportée aux recettes budgétaires pour sa part, évolue de façon contrastée, passant de 72,3% en 2021 à 52,7% en 2024. Ce dernier remonte à 64,4% en 2025 puis décroît de façon continue pour atteindre son seuil stratégique de 25,0% en 2029. Globalement, les indicateurs de viabilité restent au-dessus des seuils stratégiques arrêtés par les Autorités.

En outre, l'exposition aux risques de marché demeure importante sur la période.

Sur la période 2021-2029, le risque de refinancement demeure modéré. En effet, de 2021 à 2025, la maturité moyenne s'apprécie, passant de 6,3 ans à 7,1 ans. En revanche, de 2026 à 2029, la maturité moyenne du portefeuille se déprécie.

Pour ce qui est du risque de taux d'intérêt, il reste satisfaisant sur la période 2021-2029. Cependant, ce ratio est contrecarré par le niveau important de la dette à refixer dans un an qui oscille en moyenne autour de 37,0%. Cette situation témoigne d'une relative vulnérabilité du portefeuille de la dette aux changements à court terme des taux d'intérêt.

Le portefeuille de la dette publique demeure fortement exposé au risque de taux de changes sur la période. En effet, la dette libellée en monnaie étrangère dans le portefeuille global de la dette se situe en moyenne autour de 74,0% du montant total de la dette.

En définitif, le portefeuille de la dette publique à l'horizon 2029 fait ressortir une exposition élevée pour ce qui est du risque de taux de changes et une moindre exposition en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt.

**Tableau n° 10 : Evolution du profil de coûts et de risques du portefeuille de la dette**

Indicateurs couts et risques		2021	2024	2025	2026	2029
Encours de la dette en % du PIB		65,9	56,2	54,8	51,0	42,2
Service de la dette en % des recettes budgétaires		72,3	52,7	64,4	32,9	25,5
Taux d'intérêt Implicite en %		3,3	3,4	3,5	3,9	3,7
Risque de refinancement	Maturité du portefeuille de la dette extérieure en années	7,8	8,8	8,1	7,4	6,1
	Maturité du portefeuille de la dette intérieure en années	3,4	5,9	5,5	5,2	3,4
	Maturité de la dette totale en années	6,3	7,6	7,1	6,6	5,1
Risque de taux d'intérêt	ATR (Durée moyenne de refixation des taux) en années	4,7	6,1	5,6	5,3	4,1
	Dettes à refixer dans un an en %	29,5	37,3	37,1	39,9	39,5
	Dettes à taux d'intérêt fixe en % de la dette totale	78,4	71,9	73,6	73,6	75,6
Risque de change	Dettes extérieures en % de la dette totale	64,9	72,6	76,7	79,9	73,6
	Dettes à change fixe % de la dette totale	56,9	46,9	44,1	37,3	38,4

### III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2036

#### A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE

L'objectif assigné à la dette publique consiste à mobiliser les ressources indispensables au financement du développement et à la couverture des autres besoins de l'Etat, sans mettre en péril sa stabilité financière et la viabilité à moyen et long terme de son économie.

L'Etat met ainsi en place une stratégie permettant d'assurer la coordination des politiques d'endettement et de gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire.

Cette stratégie a pour but, d'une part, d'éviter de renchérir le coût de l'endettement public et, d'autre part, de le maintenir à un niveau raisonnable, en s'assurant que :

- le niveau et le rythme de croissance de la dette sont soutenables ;
- le service de la dette publique sera régulièrement assuré ;
- les objectifs de coûts et de risques de l'Etat seront réalisés.

##### 1- La solvabilité de la dette publique

Il s'agit de mesurer la capacité de l'Etat à remplir ses engagements de manière continue sur une longue période. Cette capacité s'apprécie à partir du taux d'endettement par le ratio suivant :

- Encours de la dette/PIB  $\leq 70\%$  (seuil communautaire).

Dans le cadre de sa politique de maîtrise de l'endettement, le Gouvernement a fixé à 35% le plafond stratégique du ratio Encours de la dette/PIB.

##### 2- La liquidité de la dette publique

La liquidité est la capacité de l'Etat à rembourser sa dette à court terme. Elle se mesure par les ratios ci-après :

- Service de la dette/ Recettes budgétaires  $\leq 25\%$  ;
- Intérêts de la dette/Recettes budgétaires  $\leq 10\%$ .

## B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

### 1- Les hypothèses de base

Sur la période 2022-2036, les hypothèses macro-économiques font ressortir une croissance moyenne de 3,8% portée essentiellement par le secteur hors pétrole, en particulier celui des mines, du commerce, des industries de transformation et des services dans un contexte de diversification de l'économie nationale. Le prix du baril de pétrole gabonais se fixerait en moyenne à 52,9 dollars américains avec un taux de change moyen du dollar américain à 525,8 francs CFA. Les indicateurs macroéconomiques et financiers sur la période 2022-2024, sont établis sur la base du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) de l'économie lié aux conséquences désastreuses de la pandémie Covid-19 sur l'activité économique.

Les recettes budgétaires entre 2022 et 2036 se chiffreraient en moyenne de 16,0% du PIB et proviendraient majoritairement du secteur hors pétrole

Par ailleurs, les dépenses primaires rapportées au PIB sur la période 2022-2036 s'élèveraient en moyenne à 15,5%.

Les niveaux et les conditions d'emprunt, pour la période 2022-2036, sont présentés dans le chapitre III du présent document.

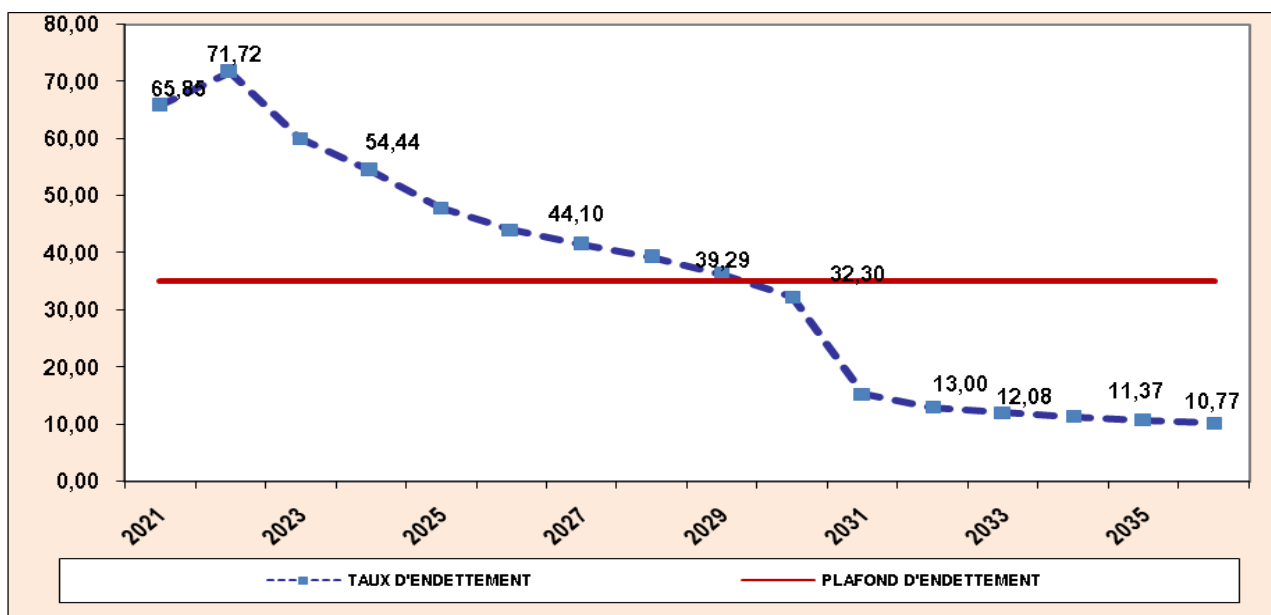
**Tableau n°11 : Données Macro-économiques et Budgétaires**

	Moyenne (2018-2021)	Moyenne (2022-2024)	Moyenne (2025-2029)	Moyenne (2030-2036)	<b>Moyenne (2022-2036)</b>
Taux de croissance réel (en pourcentage)	1,1	3,5	3,8	4,0	<b>3,8</b>
Prix du baril de pétrole gabonais (en Dollar US)	58,5	56,7	52,0	52,0	<b>52,9</b>
Taux de change du dollar US (en Franc CFA)	566,7	535,8	523,2	523,2	<b>525,8</b>
Recettes budgétaires (en pourcentage du PIB)	18,3	47,8	16,1	15,2	<b>16,0</b>
Recettes budgétaires hors pétrole (En pourcentage du PIB hors Pétrole)	17,0	16,6	14,5	13,5	<b>14,4</b>
Dépenses primaires (en pourcentage du PIB)	17,6	16,0	15,6	15,2	<b>15,5</b>
Solde commercial (en pourcentage du PIB)	16,0	15,8	14,3	14,2	<b>14,6</b>
Tirages sur emprunts (en pourcentage du PIB)	10,1	3,8	1,2	0,9	<b>1,6</b>

## 2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique

L'évolution actuelle des agrégats macro-économiques et financiers et le profil des décaissements futurs des emprunts, rendrait la dette publique gabonaise viable à court, moyen et long terme. En effet, le ratio d'endettement pour les quinze (15) prochaines années serait en moyenne à 33,4% du PIB, soit un niveau en deçà du seuil stratégique arrêté par les Autorités à 35,0% du PIB. Aussi, après la hausse observée en 2022, le taux d'endettement enregistrerait une tendance baissière entre 2023 et 2031 puis connaît une quasi-stabilité sur les quatre (4) prochaines années.

**Graphique n°4 : Evolution du Taux d'Endettement de l'Etat**



En 2022, le taux d'endettement enregistrerait une hausse comparativement à 2021, passant ainsi de 66,0% à 71,7%. Cette situation résulte principalement de la baisse du Produit Intérieur Brut (PIB) et de la quasi stabilité du niveau de la dette entre ces deux années.

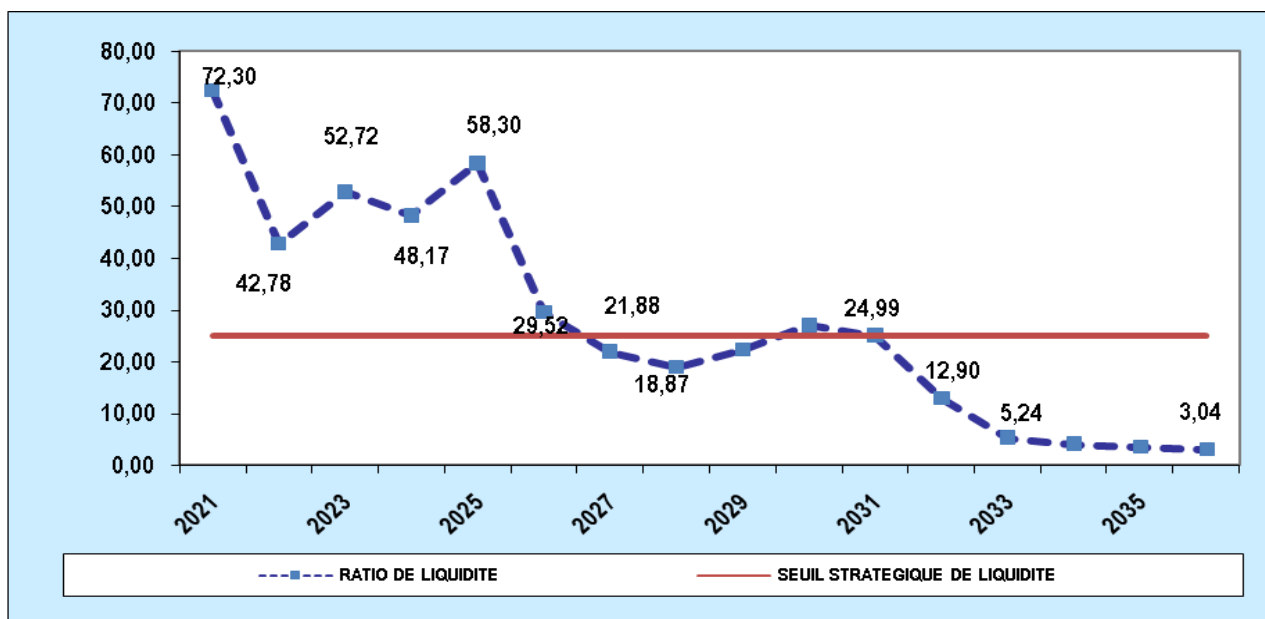
A partir de 2023, le taux d'endettement passerait à 60,1%. Cette tendance à la baisse se maintiendra sur les années suivantes et le niveau d'endettement passerait en dessous du seuil stratégique national de 35,0% en 2030.

En somme, sur la période 2022-2036, le niveau d'endettement enregistrerait une baisse continue après le pic de 2022. Cette évolution résulterait d'une part, du recours minimal à l'endettement supplémentaire et d'autre part, de l'augmentation du produit intérieur brut sous l'effet des mesures mises en œuvre dans le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

### 3- La liquidité de la dette publique

Le ratio du service de la dette rapportée aux recettes budgétaires entre 2022 et 2036, se situerait en moyenne à la limite stratégique de 25,0%. Entre 2022 et 2025, le ratio de liquidité enregistrerait des fortes fluctuations pour une moyenne de 50,5%. Ce dernier ne reviendrait en dessous du seuil stratégique qu'à partir de 2027 avec une liquidité du service de la dette à 21,9%.

**Graphique n°5 : Evolution du Service de la Dette Publique  
(En Pourcentage des Recettes Budgétaires)**



Après une forte explosion du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2021 à 72,3% suite au remboursement partiel de l'Eurobond arrivant à échéance en 2024, l'année 2022 enregistrerait une baisse du ratio de liquidité du service, pour se situer à 42,8%.

Sur la période 2022 -2035, la pression du service connaîtrait une tendance baissière. En effet, après un pic de 58,3% en 2025 dû au remboursement partiel de l'Eurobond émis en 2015, le ratio de liquidité graviterait en moyenne autour de 25,0%.

En définitive, le service de la dette rapporté aux recettes budgétaires sur la période 2022-2036 demeurerait acceptable.

### C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Afin d'apprécier la résistance de la viabilité de la dette publique aux chocs éventuels que pourrait subir l'économie nationale, un test de résilience est régulièrement effectué. Ce dernier permet d'apprécier la robustesse de la solvabilité et l'évolution de la liquidité de la dette publique dans un contexte de crise économique.

#### 1- Les hypothèses du choc

Compte tenu de la progression attendue de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 3,8% et de la bonne tenue du secteur hors pétrole, les hypothèses du scénario de choc reposent sur la réalisation, pour deux (2) années successives, de taux de

croissance négatif, à l'instar de celui attendu en 2020, suite à la crise mondiale consécutive à la pandémie de la Covid-19.

Ces hypothèses se présentent ainsi qu'il suit :

- un taux de croissance de -1,3% en 2022 et en 2023 contre +3,9% en 2022 et +3,2% en 2023 en hypothèse de base ;
- un solde primaire de -9,1% du PIB en 2022 et -9,0% du PIB en 2023 contre 8,4% du PIB en 2022 et 8,0% du PIB en 2023 en hypothèse de base ;
- une dépréciation de la monnaie nationale de 30,0% en 2022.

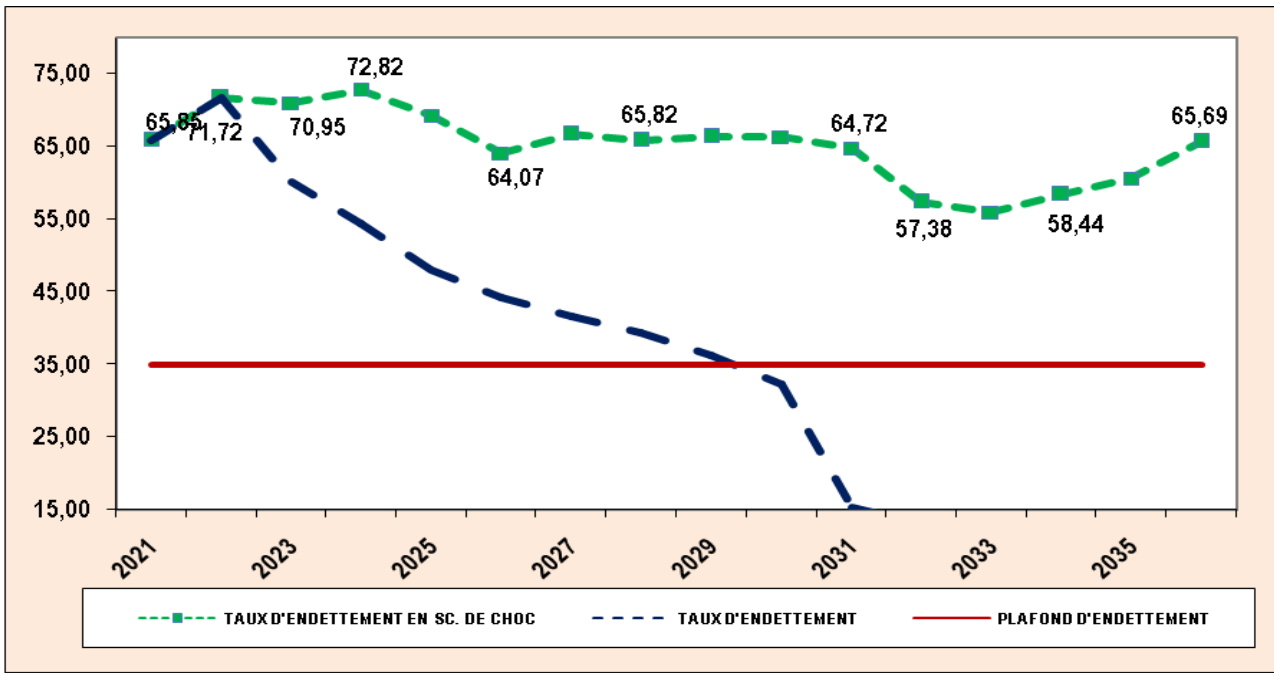
L'économie retrouverait dès 2024 le niveau de croissance envisagé dans le scénario de référence.

Le déficit budgétaire serait financé par un recours à l'endettement intérieur et extérieur à des conditions plus onéreuses.

## **2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique**

Il s'agit de mesurer le niveau de dégradation de la situation d'endettement suite aux chocs économiques sur la période 2022-2036 en l'absence de toutes mesures correctrices. Ainsi, les ratios d'endettement obtenus à l'issue du test sont comparés alternativement au seuil stratégique de 35,0% et au seuil communautaire fixé à 70,0%.

**Graphique n°6 : Evolution du Taux d'endettement en scénario de choc**



En situation de choc, dès la première année de crise en 2022, le taux d'endettement, qui était déjà au-dessus du plafond stratégique en 2022, se dégraderait encore pour s'établir à 67,4%. Cette tendance serait confirmée pour la seconde année de crise après un endettement en progression et qui se situerait à 68,6% du PIB.

Néanmoins, dès la reprise après les deux (2) années de crise éventuelle, soit en 2024, le taux d'endettement reprendrait la tendance baissière observée dans le scénario de base. Il se situerait en moyenne à 53,7%, soit à un niveau significativement au-dessus du seuil stratégique de 35,0%, mais suffisamment en deçà du plafond communautaire de 70,0%. A contrario, la baisse du niveau d'endettement serait à un rythme moyen bien moins important autour de 1,5% par an, contre une dégrue moyenne de 3,4% en situation de référence. De même, le taux d'endettement, bien que ne franchissant pas le seuil de surendettement de 70%, va s'installer durablement au-dessus du seuil stratégique national, contrairement à la tendance marquée en situation initiale.

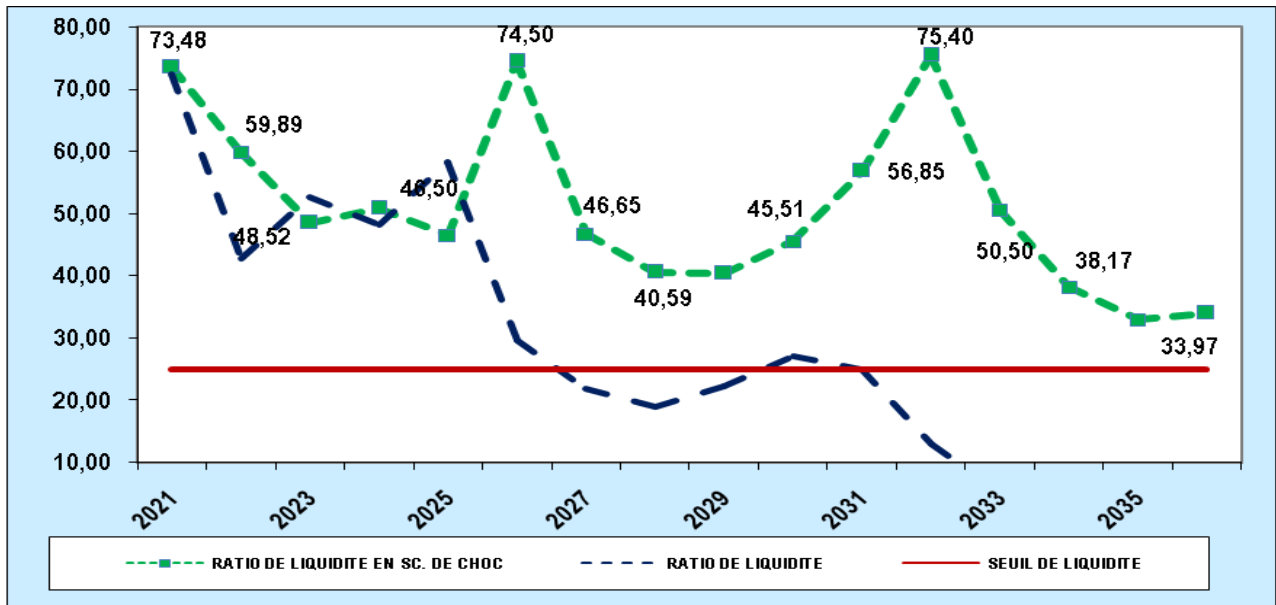
En définitive, au regard du niveau actuel de la dette publique et du profil du portefeuille, le taux d'endettement augmenterait dans un contexte de crise économique majeure. Toutefois, ce taux, quoi que demeurant durablement et significativement au-dessus du seuil stratégique de 35,0%, n'atteindra pas le seuil de surendettement communautaire de 70,0%.

### **3- L'évolution de la liquidité de la dette publique**

La simulation d'un contexte de crise permet, dans le cadre de la liquidité, d'examiner l'évolution du niveau de la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires. Le dépassement du plafond stratégique indiquerait l'ampleur des efforts à entreprendre dans l'accroissement des revenus de l'Etat et dans la réduction des dépenses courantes.



**Graphique n°7 : Evolution du Service de la Dette Publique en scénario de choc  
(En Pourcentage des Recettes Budgétaires)**



En situation de choc, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se situerait très largement au-dessus du seuil stratégique fixé à 25,0% sur la période 2021 à 2035, soit 66,1% en moyenne.

En effet, sur l'ensemble de la période sous revue, le ratio de liquidité du service de la dette augmenterait annuellement de 2,6 à 41,2 points, soit une moyenne annuelle de 17,8 points au-dessus du niveau de la situation en scénario de base. La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires enregistrerait des pics de façon quasi continue à partir de 2022, atteignant un niveau record en 2031 où le service de la dette absorberait 72% du montant des recettes budgétaires de l'Etat. Cette situation exigerait, en l'absence d'un refinancement efficace de la dette, un ajustement budgétaire et monétaire conséquent.

En définitive, en cas de choc sur l'économie nationale, le profil de remboursement du portefeuille de la dette publique engendrerait une pression du service de la dette sur les recettes budgétaires qui atteindrait quasiment le seuil critique de 2020, année durant laquelle le service de la dette représente un peu plus de 74,0% des recettes budgétaires.

# CONCLUSION

La stratégie d'endettement en 2021 est marquée par un recours modéré à la dette après des tirages importants sur les emprunts, en vue de soutenir le Programme de Réformes Economiques (PRE) dans le domaine des finances publiques, de la mise en place d'un environnement attractif pour les affaires et du soutien à l'investissement public dans un contexte de reprise timide de l'activité économique. Cette réorientation des emprunts répond à la nécessité de reconstituer les marges d'endettement permettant de disposer à temps d'un moyen d'intervention contracyclique en cas de survenance d'une nouvelle crise. De même, pour répondre à la nécessité de juguler les risques de marché attachés au portefeuille actuel, les nouveaux emprunts se concentreront sur les prêts extérieurs semi-concessionnels à change et taux fixes et les obligations en monnaie locale.

L'examen du portefeuille de la dette publique à fin 2028, montre que les risques de refinancement et de taux d'intérêt se réduiraient de manière appréciable, avec respectivement une maturité moyenne de la dette autour de 7,3 ans et un encours de dettes à intérêt fixes représentant un peu plus de 70,0% de la dette totale. Mais la vulnérabilité à la variation à court terme des taux d'intérêt demeure significative avec un renouvellement de taux pour 40% du portefeuille global tous les 12 mois. Quant au risque de taux de change, il enregistrera une dégradation significative avec une augmentation de la part de la dette en devises dans le portefeuille total, autour de 75%.

Au regard de l'évolution des agrégats macro-économiques et financiers et du profil de l'endettement futur, la dette publique gabonaise demeurerait viable à court, moyen et long terme sur la période 2021-2035, avec un taux d'endettement moyen de 34,3%. Ce taux relativement proche du seuil de surendettement en 2020 à 65,4% enregistrera une baisse continue portée par une croissance vigoureuse autour de 4,1% et une décade de l'encours nominal de la dette en moyenne annuelle de 4,8%. Quant à la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires qui se situerait en moyenne à 31,2% sur ladite période, elle traduit une relative tension sur la liquidité de la dette publique. En effet, ce ratio ne reviendrait autour du niveau tolérable de 25,0% qu'à partir de 2032, pâtissant ainsi des échéances de remboursement des Eurobonds actuellement en portefeuille.

En cas de choc sur la croissance et de survenance de déficits primaires entre 2022 et 2023, le taux d'endettement dépasserait le seuil stratégique pour se situer en moyenne à 56,4%. Son évolution resterait contrastée sans toutefois repasser en dessous du seuil stratégique de 35,0%, ni franchir le plafond d'endettement communautaire fixé à 70,0% du PIB. Pour ce qui est de la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires, elle demeura durablement au-dessus de la limite de 25,0%, avec quelques pics de pression dépassant 60%. Cette situation implique qu'en cas de choc majeur, la situation de viabilité de la dette gabonaise serait assez compromise du fait de la détérioration sévère de la liquidité du service de la dette. Cette dernière nécessiterait un ajustement drastique des autres dépenses de l'Etat et un financement additionnel pouvant aboutir à un ajustement monétaire.

En définitive, le maintien de la viabilité de la dette publique nécessite de poursuivre les mesures de consolidation de la croissance économique, en dépit des attermoissements de la croissance mondiale et nationale consécutifs à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. Pour ce faire, il importe d'orienter prioritairement les efforts de production nationale sur les secteurs répondant à une demande extérieure stable et résiliente et d'intensifier les mesures de soutien à

l'offre et à la demande domestiques. De même, l'accroissement du rendement de la mobilisation des recettes fiscales doit se poursuivre afin d'augmenter les excédents budgétaires et de limiter en conséquence le refinancement de la dette. En ce qui concerne la gestion de la dette, les mesures et orientations stratégiques doivent continuer à être des indications impératives, particulièrement pour ce qui est du niveau des nouveaux emprunts que pour les conditions financières de ces derniers.